

## “WELFARE AZIENDALE”

Normes applicables : art. 51 TUIR – art 51 comma 2 lettre f – art 100 TUIR 29/12/1986 n. 917

Art. 51 comma 2 lettre f: Il ne concourt pas à former le revenu du salarié l'utilisation des **œuvres et des services** reconnus par l'entrepreneur **volontairement** ou en **conformité aux dispositions contractuelles ou d'accord ou de réglementation d'entreprise**, offerts à la généralité des salariés ou à catégories des salariés et aux membres de la famille indiqués dans l'article 12 pour les finalités dont au premier alinéa de l'article 100.

Art. 100 Les frais relatifs aux œuvres et services utilisables par la généralité des salariés ou catégories des salariés volontairement soutenus pour spécifiques finalités d'éducation, instruction, récréation, assistance sociale ou culturelle, sont déductibles pour un montant total non supérieur au 5/1000 du montant des frais de la masse salariale résultant de la déclaration des revenus.

Le « welfare aziendale » est l'ensemble des avantages et services fournis par l'entreprise à ses salariés aux fins d'en améliorer la vie privée et professionnelle, en partant du soutien au revenu familial, à l'instruction, à la parentalité, à la tutelle de la santé, jusqu'à propositions pour le temps libre et facilitation de caractère commercial.

Entre autres

- 1) les **œuvres et les services** reconnus par l'entrepreneur **volontairement** ou en **conformité aux dispositions contractuelles ou d'accord ou de réglementation d'entreprise**, offerts à la généralité des salariés ou à catégories des salariés et aux membres de la famille indiqués dans l'article 12 pour les finalités dont au premier alinéa de l'article 100 :
  - Education
  - Instruction
  - Récréation
  - Assistance sanitaire
  - Culte
- 2) Les montants, les services et les prestations fournies par l'entrepreneur à la généralité des salariés ou à catégories de salariés pour la fruition de la part des membres de la famille des services d'éducation et d'instruction même en âge préscolaire y compris les services de cantine ou intégratifs de celle-ci ainsi que pour l'accès aux ludothèques et aux centres aérés d'été et d'hiver et pour les bourses d'étude.

- 3) Les montants et les prestations fournies à la généralité des salariés ou à catégories des salariés pour l'utilisation des services d'aide aux membres âgés et non autonomes de la famille.

Les montants, les biens et les services prévus dans le plan « welfare » doivent être adressés à la généralité des salariés ou à catégories homogènes de salariés ; pour catégories homogènes on ne fait pas référence à ce qui est prévu dans le code civil (employés-dirigeants, etc.) mais à salariés qui ont un élément commun (par exemple tous les salariés qui ont un enfant)- C'est une notion fondamentale pour exclure les attributions ad personam.